

Nous publions un extrait de la préface d'Eric Aunoble à la réédition de l'ouvrage classique d'Oscar Anweiler : *Les Soviets en Russie, 1905-1921* [1958, 1ère trad. fr. 1972], Marseille, Agone, 2019, XXX-546 p.

Eric Aunoble revient ici sur l'historiographie des révolutions russes (1905 et 1917), et plus spécifiquement sur la question des soviets.



Le travail des historiens : un retour aux sources

La traduction française des *Soviets en Russie* en 1972 arrive à point nommé pour éviter la réduction des conseils ouvriers à des images d'Épinal. Concernant un élément fondamental de la révolution russe, on peut même s'étonner qu'elle survienne si tard, sachant que l'édition originale allemande datait de 1958. Il faut ici prendre en compte les contraintes propres au champ universitaire dans leur interaction avec les problèmes politiques et géopolitiques.

Oskar Anweiler, né en 1925, appartient à la première génération de spécialistes de l'Europe de l'Est formée en Allemagne fédérale après guerre. Ses mentors ont pour certains une connaissance de terrain de l'Union soviétique (tel Klaus Mehnert [\[i\]](#)), tandis que d'autres s'étaient compromis dans l'*Ostpolitik* nazie (tel Hans Koch). Les compromissions passées comme l'influence culturelle anglo-saxonne encouragent désormais à tenir tout engagement politique à distance de la recherche académique. Quand Anweiler commence sa thèse sur les soviets en 1955, il anticipe les premiers effets de la déstalinisation en s'appuyant largement sur des mémoires et des recueils de documents publiés en URSS dans les années 1920-1930. Ce travail novateur n'a cependant que peu d'écho sur le moment. L'empreinte du concept de totalitarisme sur la soviétologie naissante fait des soviets une des scènes où se joue le drame révolutionnaire, mais pas des acteurs à part entière, les classes populaires n'étant, dans la perspective alors dominante, qu'une masse de manœuvre pour le Parti [\[ii\]](#).

Anweiler se souvient que « c'est devenu un sujet d'actualité dans le mouvement étudiant une décennie plus tard. Mon livre sur les conseils a même circulé en version piratée. [...] Je me rappelle le congrès de l'Association allemande pour la science politique (DVPW) à Berlin. Cela devait être vers 1970. Je faisais une présentation à laquelle assistaient Bernd Rabehl [du SDS, extrême gauche] et Peter von Oertzen [du SPD]. Tout le monde s'enflammait autour du communisme d'État et des conseils. Dans la mesure où la thématique des conseils a joué un rôle dans leur pensée politique, il y a eu des contacts et des discussions, sans antagonismes ni animosité [\[iii\]](#). »

La parution du livre d'Anweiler en France relevait du même type de rencontre entre les intérêts académiques des uns et les préoccupations politiques des autres. *Les Soviets en Russie* est accueilli en 1972 dans la « Bibliothèque des histoires » fondée l'année précédente par Pierre Nora pour « refléter le grand renouvellement des moyens de connaître et des désirs de savoir qui travaillent notre présent ». À ce titre, le livre d'Anweiler y voisine avec ceux de Michel Foucault ou Georges Duby. Il fut traduit de l'allemand par Serge Bricianer (1923-1997), communiste conseiller et introducteur de l'œuvre de

Pannekoek en France [iv]. La préface quant à elle était signée Pierre Broué (1926-2005), militant trotskiste (lambertiste), universitaire et déjà auteur d'histoires de la révolution espagnole, du Parti bolchevique et de la révolution allemande [v]. Les motivations des uns et des autres étaient diverses, mais *Les Soviets en Russie* permettait de battre en brèche le discours stalinien sur 1917, vulgate alors encore puissante en France même si le PCF ne l'entretenait plus guère [vi].

Précurseur, le travail d'Oskar Anweiler a ouvert des perspectives de recherche. Récit chronologique, il incite à distinguer 1905 et 1917, mais aussi à différencier les capitales de l'Empire russe de la province. Étude analytique, il décrit les différentes institutions qu'on confond habituellement sous l'appellation de « soviets » : comités de grève, conseils d'ouvriers, de soldats, de paysans, comités d'usine (il ne néglige que les comités de quartier et la garde rouge). Enfin, il mène une vraie réflexion politique sur le destin de l'institution, analysant les discours des différents partis et courants, mais sans oublier que l'action de ces derniers est toujours une interaction avec les travailleurs mobilisés dans un contexte précis. Ces points ont été développés d'abord par des chercheurs anglo-saxons en histoire sociale, des historiens qui voulaient donner un « point de vue d'en bas » sur la « révolution des ouvriers en Russie » [vii].

Concernant le premier soviet à Ivanovo-Voznessensk en 1905, le rôle qu'y ont joué les militants socialistes a été relativisé, notamment par William G. Gard, et il a été établi qu'on parlait à l'époque de « réunion des délégués » (« *sobranie* ») et non de « conseil des délégués » (« *soviet* ») [viii]. Gerald Surh a retracé la montée ouvrière de 1905 à Saint-Petersbourg en insistant sur l'autonomie du mouvement prolétarien dans cette année révolutionnaire [ix], autonomie qui s'affirme déjà dans le cadre des organisations protosyndicales par lesquelles le pouvoir tsariste essayait de contrôler la classe ouvrière. Surh ne méconnaît pas le rôle des militants pour autant. S'il remet en cause le rôle personnel que l'anarchiste Voline s'est attribué dans la création du soviet [x], il montre au contraire que les efforts d'implantation des marxistes (sociaux-démocrates) avaient enfin été couronnés de succès à mesure que les travailleurs mobilisés se politisaient et cherchaient à profiter des compétences des intellectuels révolutionnaires. Le rôle de Nossar puis de Trotski à la tête du soviet en est la confirmation.

Également centré sur la capitale du nord, *Petrograd rouge* de Stephen Smith raconte « la révolution dans les usines » à partir de 1917 [xi]. Il met en relation la mobilisation sociale avec une sociologie du monde ouvrier qui évolue beaucoup pendant la guerre. Surtout, il détaille la multiplicité des institutions créées par les ouvriers avant de s'attarder sur les comités d'usine. Ces derniers n'étaient pas dans une logique autogestionnaire, n'en déplaise aux anarcho-syndicalistes [xii]. Ils visaient avant tout à établir un contrôle ouvrier autant par crainte du lock-out que par désir de mettre en cause l'ordre social dans l'usine (également par la mise en place de la garde rouge, comme l'a montré Rex A. Wade [xiii]). Ce radicalisme, qui les oppose aux syndicats et au soviet (alors à direction menchevique), les rapprochait naturellement des bolcheviks, même s'il s'agissait d'une convergence sur les moyens et non d'un accord sur les objectifs [xiv].

L'opposition croissante entre les soviets et ce type de comités locaux se retrouve aux armées et dans les campagnes. Passée la première phase unanimiste au printemps 1917, les soviets dont les circonscriptions sont larges (corps d'armée, régions) se figent dans le soutien à un gouvernement provisoire qui veut prolonger la guerre et retarder la réforme agraire. Les comités de régiments, en revanche, comme l'ont montré Viktor I. Miller et Allan K. Wildman [xv], mettent en cause la discipline même au front en s'attaquant aux officiers alors que les comités fonciers villageois procèdent sans autorisation au partage

des terres des grands propriétaires [xvi]. Ces évolutions, qui touchent une population de soldats et de paysans bien plus nombreuse que la classe ouvrière urbaine, sont une limite importante à l'adoption des soviets comme autorités légitimes dans le pays.

À Petrograd, le basculement du soviet du côté bolchevique à l'automne préserve son aura d'organe ouvrier et révolutionnaire. Le travail d'Alexander Rabinowitch sur le parti bolchevique dans la capitale en éclaire les raisons [xvii]. Il décrit l'organisation de Lénine au milieu du foisonnement populaire de 1917. Le parti bolchevique a su dépasser les cadres du socialisme traditionnel pour s'adresser aux soldats et aux ouvriers et ouvrières nouvellement venus à la politique en 1917, sans plan préétabli et au prix de bien des tâtonnements. « Le caractère relativement démocratique, tolérant et décentralisé des structures du Parti et de ses modes opératoires et le fait qu'il fonctionnait alors essentiellement comme un parti de masse ouvert [xviii] » expliquent la symbiose entre bolchevisme et soviets.

La conquête des soviets des capitales (étudiée par Diane Koenker pour le cas moscovite [xix]) par les bolcheviks était décisive pour mettre à bas le gouvernement provisoire, mais elle ne suffisait pas à transformer les soviets en autorités reconnues dans tout l'immense pays. Dans les périphéries coloniales, comme en Asie centrale, le caractère prolétarien des soviets en faisait en effet le bastion d'une petite couche d'ouvriers russes soucieux d'éviter l'affirmation politique des autochtones, comme l'a rappelé Matthieu Renault pour le cas des musulmans de l'empire russe [xx]. L'interférence entre question sociale et question nationale est aussi sensible en Ukraine.

La mobilisation et la radicalisation ouvrières touchaient essentiellement l'est du territoire où le prolétariat, russophone, était le plus souvent immigré. 70 % des soviets ouvriers étaient situés dans le Donbass. Cette région minière devint rapidement un bastion bolchevique et anarchiste, alors que dans les autres villes industrielles de l'est les SR et les mencheviks étaient majoritaires. Le mouvement nationaliste ukrainien regroupé autour de la Rada à Kiev influençait quant à lui des soviets ouvriers au centre et à l'ouest, ainsi que les unions paysannes et le congrès des soldats. En octobre, ces organisations soutinrent la déclaration d'indépendance de l'Ukraine par la Rada. Dans le Donbass, les soviets soutenaient au contraire l'insurrection bolchevique de Petrograd et prenaient le pouvoir. Ailleurs à l'est, les soviets prenaient aussi le pouvoir mais ne reconnaissaient aucun pouvoir central, ni le gouvernement provisoire, ni le conseil des commissaires du peuple de Lénine, ni la Rada. La division sociale et politique de l'Ukraine devenait une fragmentation territoriale [xxi].

La situation ukrainienne est un bon exemple de la prolifération des pouvoirs après la chute du tsarisme. Au-delà de la dualité soviets / gouvernement provisoire, il faut penser à l'opposition entre périphéries et centres à différentes échelles : organismes nationaux contre institutions panrusses ; comités d'usine, de régiment et de village contre soviets de députés des ouvriers, des soldats et des paysans. Il ne faut pas oublier non plus l'action des organisations syndicales et politiques qui interviennent dans, avec ou contre les organes élus. Cette toile de fond permet de comprendre une première raison de la dévitalisation des soviets dans les deux années qui suivent leur réémergence en février 1917. Les soviets n'acquièrent pas une légitimité incontestable et durable, contrairement par exemple aux conseils municipaux de la Révolution française, devenus intangibles. Avec la guerre civile qui monte, les soviets rencontrent de nouveaux concurrents au premier rang desquels les *revkomy* (« comités révolutionnaires ») montés pour exercer le pouvoir sur tel ou tel territoire repris aux blancs.

Après Octobre, le problème est surtout la nécrose rapide des organes populaires. Il faut d'abord tenir compte du réemploi (étudié par Daniel T. Orlovsky) dans les institutions soviétiques du personnel de la « couche moyenne inférieure » qui travaillait auparavant pour l'administration tsariste [xxii] : nécessaire dans un pays à plus de 50 % illettré, il engendrait le risque d'une colonisation des nouvelles institutions par les mœurs des anciennes. Pour le reste, l'apport le plus convaincant sur la bureaucratisation des soviets est celui de Marc Ferro, qui pointe l'origine du phénomène dès Février, avant son extension après Octobre [xxiii] :

La plébéianisation du pouvoir apparue à la base avec la naissance et la formation d'innombrables comités et de soviets est transformée en un phénomène politique spécifique lorsque ceux qui dirigeaient ces institutions, désormais appelés « *apparatchiks* », et qui le plus souvent n'avaient à l'origine ni formation militante ni principes socialistes, se sont ralliés au pouvoir bolchevique pour sauvegarder leur fonction. Ces anciens soldats, ouvriers non spécialisés, gardes rouges, de fraîche origine paysanne, gravissent peu à peu les échelons du nouvel appareil d'État. Leur détermination ne le cède en rien à celle des dirigeants bolcheviques, car ils tirent leur légitimité de leur capacité à intervenir activement : réquisitionner, organiser. De sorte qu'à l'absolutisme [bolchevique] par en haut s'ajoute un absolutisme par en bas [xxiv].

Concernant le resserrement du contrôle bolchevique, une partie de l'historiographie y voit la volonté d'étouffer toute forme d'expression indépendante dans la société et particulièrement dans la classe ouvrière [xxv]. Néanmoins, ceux qui ont étudié une institution ou un groupe social tout au long des années décisives 1917-1918 sont plus nuancés. La fin des soviets, des comités d'usine et des syndicats autonomes résulte largement, pour Stephen Smith et David Mandel, de la crise économique qui lamine vite le prolétariat de Petrograd. En septembre 1918, la capitale du Nord a perdu près des trois quarts de ses ouvriers par rapport au début 1917. Cette classe ouvrière en déclin numérique apparaît politiquement de plus en plus apathique et divisée [xxvi]. Cela attise les luttes entre des appareils qui tirent leur existence et leur légitimité d'une base ouvrière qui se réduit, en même temps que cela accentue leur bureaucratisation. Le Parti devient l'institution de représentation et de promotion ouvrière par excellence. Alexander Rabinowitch affirme que,

« même s'ils ont une certaine importance, ni l'idéologie révolutionnaire ni un modèle établi de comportement dictatorial n'aident vraiment à comprendre les changements fondamentaux de caractère et de rôle politique du parti bolchevique ou des soviets à Petrograd entre novembre 1917 et novembre 1918. Les réalités [...] que les bolcheviks rencontrèrent furent plus significatives dans la reconfiguration précoce du parti et des organes soviétiques [xxvii] ».

Notons enfin que tous les travaux d'historiens ne concourent pas à montrer les soviets comme des tentatives d'autonomie ouvrière mais peuvent aussi les présenter comme un mode d'apprentissage des procédures démocratiques dans une phase de crise transitoire [xxviii].

La recherche qui s'est poursuivie ultérieurement (par exemple sur la révolution loin des

capitales) a d'ailleurs moins mis l'accent sur l'activité indépendante des classes pauvres. La plupart des études portant spécifiquement sur les mobilisations populaires en 1917 datent des années 1970-1980. Elles font partie depuis longtemps des listes de lectures des étudiants anglo-saxons. En France, celles qui sont traduites ont été publiées à l'occasion du centenaire de la Révolution russe par des maisons d'édition engagées. Pourquoi les Smith, Rabinowitch et Mandel n'ont-ils toujours pas les honneurs des grandes maisons ? Au moment où ils écrivaient, dans les années 1970-1980, le monde intellectuel français découvrait le totalitarisme avec vingt ans de retard. Les éditeurs traduisaient plutôt les dissidents soviétiques et les historiens en vue. Ce faisant, ils dédaignaient les pistes ouvertes par Anweiler et explorées par les tenants anglo-saxons d'une histoire sociale, jugée alors trop marxiste en France. Depuis, les milieux universitaires français ont massivement déserté le débat public et amélioré leur maîtrise de l'anglais : ils ont accès aux ouvrages en VO et n'imaginent pas qu'un public plus large veuille en bénéficier. Et les « grands » éditeurs préfèrent jouer la carte du sensationnalisme, autour du « wagon plombé » de Lénine par exemple [\[xxix\]](#).

Et maintenant

L'inflexion de l'historiographie reflète une évolution plus générale. Si l'« intervention violente des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées » (Trotski) n'a pas cessé après 1968, elle est de moins en moins remarquée. Les usines d'Italie ont connu des poussées de radicalisme impressionnantes dans les années 1960-1970 [\[xxx\]](#), mais leur souvenir a été étouffé dans les années de plomb et noyé dans la promotion d'une « autonomie » rien moins qu'ouvrière. Et qui se souvient des conseils d'usine et comités populaires qui tenaient Téhéran en 1979 avant le retour de Khomeini [\[xxxi\]](#) ? De même pour la révolte algérienne de 2001, avec sa coordination des conseils de village (« *aarchs* ») qui expulsa l'État de territoires entiers. Faute que leur action ait été (re)connue, « les insurgés d'Algérie [étaient] seuls, plus seuls que ne [l'avaient] jamais été des révolutionnaires dans le passé [\[xxxii\]](#). »

Cette disparition a été facilitée par des glissements idéologiques qui ont affecté les trois facettes des conseils ouvriers. L'autogestion a pâti d'avoir vu, sous François Mitterrand, « les “autogestionnaires” hant[er] jusqu'au couloir du ministère du Plan [\[xxxiii\]](#) ». La revendication d'une hégémonie politique des classes pauvres n'est plus guère portée, sans parler de la dictature du prolétariat : entre la condamnation du défunt « communisme » et celle de l'actuel « populisme », elle n'a guère de place, d'autant que les bastions ouvriers traditionnels ont fondu. L'exigence de démocratie radicale est sûrement plus populaire et défendue de façon argumentée par Yohan Dubigeon [\[xxxiv\]](#). Mais la trajectoire d'un Claude Lefort, passé du communisme des conseils à l'antitotalitarisme libéral, montre que le lien de la démocratie sauvage avec l'émancipation sociale est tenu [\[xxxv\]](#).

Sans être forcément entendues, les tendances révolutionnaires « historiques » ont certes continué dans ce contexte à défendre l'héritage des soviets [\[xxxvi\]](#). Cela ne va pas sans tiraillements. La volonté de préserver la lettre du récit fondateur pousse certains à toujours refuser les analyses de Marc Ferro sur la bureaucratisation précoce des soviets [\[xxxvii\]](#). Il peut aussi y avoir la tentation d'adapter le discours pour trouver l'oreille du public. Or, quand Olivier Besancenot identifie les soviets à de simples « conseils populaires autogérés », il escamote leurs attributions précises et leur caractère de classe [\[xxxviii\]](#).

Par ailleurs, la question de l'organisation n'a cessé d'être reformulée pour être résolue à chaque fois de façon moins articulée. Après la fin du rêve soixante-huitard d'autogestion généralisée, plusieurs mobilisations sectorielles prirent la forme dans les années 1980-1990 de coordinations de grévistes. Elles parurent incarner une nouvelle ère de l'auto-organisation, favorisant « un mode d'engagement plus entier de l'individu dans l'action collective [xxxix] ». Dans les années 2000, il est plutôt question d'assemblée, car la question « primordiale [est] de participer à la création des conditions d'une appropriation collective du débat » même si « le problème est que les assemblées de lutte [...] disparaissent rapidement avec la fin du mouvement social [xl] ». Pour le Comité invisible, il faut aller plus loin, « saboter toute instance de représentation » et « abolir les assemblées générales ». Comme « l'assemblée n'est pas faite pour la décision mais pour la palabre », l'action, même totalement minoritaire, prime [xli].

Derrière la critique d'une forme d'organisation se profile une remise en cause de fond. Le vieux mouvement ouvrier, même révolutionnaire, n'aurait été qu'une « utopie productiviste » laissant intacte l'aliénation du prolétaire faute de remettre en cause le travail [xlii]. Exit le contrôle ouvrier et la prise des usines. Des révolutions, ne reste que le moment de révolte, de « suspension du temps historique », qui permet la « fulgurante autoréalisation et objectivation de soi comme partie de la collectivité [xliii] ». Exit le renversement de la classe dirigeante et la destruction de l'État. Le schéma « la grève, le comité de grève, les occupations, les conseils ouvriers, la révolution » est remplacé par « l'émeute, le blocage, la barricade, l'occupation, la commune ». En effet, suite à la désindustrialisation et à la disparition de la classe ouvrière, « toute politique de classe » se condamnerait à rejouer une « idylle démodée sur laquelle traîne encore le parfum de 1917 » [xliv].

L'historien ne prétendra pas clore ces débats, mais il peut rappeler qu'en 1914, Petrograd comptait un peu plus de deux millions d'habitants, dont 27 % de travailleurs (au sens très général de salariés). Parmi eux, les ouvriers d'industrie représentaient à peine 10 % de la population totale du futur bastion de la révolution. Ils étaient 230 000... contre quelque 260 000 domestiques. La force de ce prolétariat industriel ne tenait donc pas principalement à sa puissance numérique. Elle venait d'une confiance en soi acquise par l'effort toujours renouvelé d'organisation dans des luttes sociales. Elle s'était aussi renforcée au contact de militants révolutionnaires de différentes tendances qui, s'adressant à cette classe, lui avait permis de mettre en mots sa situation et sa révolte. C'est cette histoire que raconte *Les Soviets en Russie*.

Notes

[i] Klaus Mehnert, *La Jeunesse en Russie soviétique* (1932), Paris, Grasset, 1933.

[ii] Merle Fainsod, *How Russia is Ruled* (1953), Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1970, p. 60-86.

[iii] « "Mein Rätebuch kursierte als Raubdruck", Mit Oskar Anweiler auf einer tour d'horizon », *Osteuropa*, 2005, no 12, p. 53-54. Merci à Gleb J. Albert de m'avoir indiqué cette référence.

[iv] Anton Pannekoek *et les conseils ouvriers* (textes choisis, traduits et présentés par Serge Bricianer), Paris, EDI, 1969.

[v] Parues aux éditions de Minuit, dans la collection « Arguments » : *La Révolution et la guerre d'Espagne* (1961, avec Émile Témime) ; *Le Parti bolchevique. Histoire du PC de l'URSS* (1963, 1972) ; et *Révolution en Allemagne. 1917-1923* (1971).

[vi] Éric Aunoble, *La Révolution russe, une histoire française. Lectures et représentations depuis 1917*, Paris, La Fabrique, 2016, p. 118-123.

[vii] Pour reprendre le titre du recueil d'articles malheureusement non traduit Daniel H. Kaiser (dir.), *The Workers' Revolution in Russia, 1917 : The View from Below*, Cambridge (Mass.), Cambridge University Press, 1987.

[viii] William G. Gard, « The Party and the Proletariat in Ivanovo-Voznessensk, 1905 », *Russian History*, 1975, 2, 2.

[ix] Gerald D. Surh, *1905 in St. Petersburg : Labor, Society, and Revolution*, Stanford, Stanford University Press, 1989.

[x] Voline, *La Révolution inconnue, op. cit.*, t. 1, p. 78 et suiv. ; G. Surh, *1905 in St. Petersburg, op. cit.*, p. 200-251 et p. 329.

[xi] Stephen A. Smith, *Petrograd Rouge. La révolution dans les usines (1917-1918)* (1983), Paris, Les Nuits rouges, 2017. Sur le même sujet, lire Marc Ferro, « Le Travail contre le Capital », in *La Révolution de 1917 - Octobre : Naissance d'une société* (1976), Paris, Albin Michel, 1992.

[xii] Gregori Maximoff, *Les Syndicalistes révolutionnaires dans la Révolution russe*, (1940). [Disponible sur Monde-Nouveau.net.]

[xiii] Rex A. Wade, *Red Guards and Workers' Militias in the Russian Revolution University*, Stanford, Stanford University Press, 1984.

[xiv] La vision bolchevique est présentée par Anna Pankratova, « Les comités d'usines en Russie à l'époque de la révolution (1917-1918) » (1923), *Autogestion*, no 4, Paris, Anthropos, décembre 1967.

[xv] Viktor I. Miller, *Soldatskie komitety russkoj armii v 1917 g.* [Les Comités de soldats de l'armée russe en 1917], Nauka, Moscou, 1974 ; Allan K. Wildman, *The End of the Russian Imperial Army. The Old Army and the Soldiers' Revolt (March-April, 1917)* (1980), Princeton, Princeton University Press, 2014.

[xvi] Andrej Kurënyšev, *Krest'janstvo i ego organizacii v pervoj treti XX veka* [La Paysannerie et ses organisations au premier tiers du xxe siècle], Gosudarstvennyj Istoričeskij Muzej, Moscou, 2000, p. 15 et suiv.

[xvii] Alexander Rabinowitch, *Prelude to Revolution. The Petrograd Bolsheviks and the July 1917 Uprising*, Bloomington - Londres, Indiana University Press, 1968 ; *The Bolsheviks Come to Power, vol. 2 : The Revolution of 1917 in Petrograd*, New York, W. W. Norton & Co., 1976 ; *The Bolsheviks in Power. The First Year of Soviet Rule in Petrograd*, Bloomington, Indiana University Press, 2007.

[xviii] Alexander Rabinowitch, *Les bolcheviks prennent le pouvoir. La révolution de 1917 à Petrograd*, Paris, La Fabrique, 2016, p. 446.

[xix] Diane Koenker, *Moscow Workers and the 1917 Revolution*, Princeton, Princeton University Press, 1981.

[xx] Matthieu Renault, *L'Empire de la révolution. Lénine et les musulmans de Russie*, Paris, Syllepse, 2017, p. 75 et suiv.

[xxi] Instytut Istorii Partii pry CK KPU, *Velykyj Žovten' i gromadjans'ka vijna na Ukraïni (Encyklopedyčnyj dovidnyk) [Le grand Octobre et la guerre civile en Ukraine (Encyclopédie)]*, Kiev, Golovna Redakcija Ukraïns'koï Encyklopedii, 1987.

[xxii] Daniel T. Orlovsky, « State Building in the Civil War Era : The Role of the Lower Middle Strata », in D. Koenker, W. Rosenberg et R. Suny (dir.), *Party, State and Society in the Russian Civil War. Explorations in Social History*, Bloomington, Indiana University Press, 1989.

[xxiii] Marc Ferro, *Des soviets au communisme bureaucratique. Les mécanismes d'une subversion* (1980), Paris, Gallimard, coll. « Folio Histoire », 2017.

[xxiv] Marc Ferro, « Y a-t-il "trop de démocratie" en URSS ? », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 1985, no 40/4, p. 814. [Disponible sur Persee.fr.]

[xxv] Jean-Paul Depretto, *Pour une histoire sociale du régime soviétique (1918-1936)*, Paris, L'Harmattan, 2001 ; D. O. Čurakov, *Russkaja revoljucija i rabočee samoupravlenie [La Révolution russe et l'autogestion ouvrière]*, Moscou, Airo-XX, 1998 ; *Buntujuščie Proletarii, Rabočij protest v sovetskoj Rossii 1917-1930 gg. [Prolétaires en révolte. La protestation ouvrière en Russie soviétique]*, Moscou, Veče, 2007.

[xxvi] David Mandel, *Les Soviets de Petrograd. Les travailleurs de Petrograd dans la révolution russe (février 1917-juin 1918)* (1983-1984), Paris - Lausanne - Québec, Syllepse - M Editeur - Page 2, 2017, p. 495 et suiv.

[xxvii] A. Rabinowitch, *The Bolsheviks in Power, op. cit.*, p. 390.

[xxviii] Israel Getzler, « Soviets as Agents of Democratisation », in E. R. Frankel, J. Frankel, B. Knei-Paz et I. Getzler, *Revolution in Russia. Reassessments of 1917*, Cambridge (Mass.), Cambridge University Press, 1992 ; *Kronstadt 1917-1921. The Fate of a Soviet Democracy*, Cambridge (Mass.), Cambridge University Press, 1983.

[xxix] Catherine Merridale, *Lénine, 1917. Le train de la révolution* (2016), Paris, Payot, 2017.

[xxx] Lire, aux éditions Les Nuits rouges : Diego Giachetti et Marco Scavino, *La FIAT aux mains des ouvriers. L'automne chaud de 1969 à Turin*, 2005 ; Emilio Mentasti, *La « Garde rouge » raconte. Histoire du comité ouvrier de la Magneti Marelli (Milan, 1975-78)*, 2009 ; Devi Saccheto et Gianni Sbrogio, *Pouvoir ouvrier à Porto Marghera. Du comité d'usine à l'assemblée de territoire (Vénétie 1960-1980)*, 2012.

[xxxi] Serge Bricianer, *Une étincelle dans la nuit. Islam et révolution en Iran (1978-1979)*, Paris, Ab Irato, 2002.

[xxxii] Jaime Semprun, *Apologie pour l'insurrection algérienne*, Paris, Encyclopédie des Nuisances, 2001, p. 59.

[xxxiii] Daniel Saint-James, « Avant-propos », in A. Pannekoek, *Les Conseils ouvriers*, Paris,

Spartacus, 1982, p. 5.

[xxxiv]Yohan Dubigeon, *La Démocratie des conseils*, Paris, Klincksieck, 2017.

[xxxv]Isabelle Garo, « Entre démocratie sauvage et barbarie marchande », *La Revue internationale des livres et des idées*, janvier-février 2008, no 3. [Disponible sur CollectifLieuxCommuns.fr.]

[xxxvi]P. Bourrinet, *Le mouvement des conseils, op. cit.* ; Lutte ouvrière (Cercle Léon Trotski), *1917-2017 : la révolution russe. Pour changer le monde, les travailleurs au pouvoir*, 25 octobre 2017 [disponible sur Lutte-Ouvriere.org] ; Pierre Chamechaude, Guillaume Davranche, *1917. Les anarchistes, leur rôle, leurs choix*, Paris, Alternative libertaire, 2018.

[xxxvii]Jean-Jacques Marie, « Nouvelles lueurs sur Octobre (épisode 1) », *En attendant Nadeau*, octobre 2017 [disponible sur En-attendant-Nadeau.fr] ; Raphaël Preston, « Les soviets selon l'historien Marc Ferro », *Convergences révolutionnaires*, octobre 2017 [disponible sur ConvergencesRevolutionnaires.org].

[xxxviii]Olivier Besancenot, *Que faire de 1917 ? Une contre-histoire de la révolution russe*, Paris, Autrement, 2017, p. 45, p. 79 et p. 185.

[xxxix]Patrick Rozenblatt, « L'émergence d'une forme unifiant le social et le politique », in *Les Coordinations de travailleurs dans la confrontation sociale*, numéro spécial de *Multitudes*, septembre 1994. [Disponible sur Multitudes.net.]

[xl]R. S., « Assembléistes », *Offensive libertaire et sociale*, 2007, no 15, dossier « Autonomie, démocratie directe, commune, conseils, assemblées », p. 30-31. [Disponible sur OffensiveRevue.files.wordpress.com.]

[xli]Comité invisible, *L'Insurrection qui vient*, Paris, La Fabrique, Paris, p. 111-115.

[xlii]Michael Seidman, *Ouvriers contre le travail. Barcelone et Paris pendant les fronts populaires*, Marseille, Senonevero, 2010.

[xliii]Furio Jesi, *Spartakus. Symbolique de la révolte*, Bordeaux, La Tempête, 2016, p. 98-99.

[xliv]Joshua Clover, *L'émeute prime. La nouvelle ère des soulèvements*, Genève, Entremonde, 2018, p. 176 et p. 149.